



Université de  
Sherbrooke

**Mémoire de l'Université de Sherbrooke  
dans le cadre des  
consultations prébudgétaires 2023-2024  
du ministère des Finances du Québec**

Février 2023

L'Université de Sherbrooke est évidemment solidaire avec des demandes budgétaires formulées conjointement par tous les établissements universitaires dans le mémoire déposé par le Bureau de coopération interuniversitaire. Pour sa part, elle souhaite mener à bien quelques projets structurants complémentaires pour lesquels l'UdeS formule quelques demandes spécifiques. Ces projets auront un impact positif sur la formation et la rétention de professionnels qualifiés, ainsi que sur le développement global du Québec et de son économie.

## **Investissements dans ses infrastructures : Pavillon interfacultaire d'apprentissage et d'enseignement innovants**

Encore cette année, l'Université de Sherbrooke affiche une croissance importante de ses budgets de recherche. De plus, malgré les impacts de la pandémie, son effectif étudiant est revenu aux niveaux pré-pandémiques, incluant notamment une croissance aux études supérieures. Son déficit d'espaces reconnu constitue ainsi un problème majeur. Il est actuellement évalué à près de 28 000 m<sup>2</sup>, soit 13,2 pour cent pour l'ensemble des campus. Étant donné les projets d'augmentation de capacités dans certains secteurs, de développement de programme en lien avec les besoins de main-d'œuvre, ainsi que l'orientation de l'UdeS de favoriser un apprentissage actif et expérientiel en présence, elle a donc besoin de lancer rapidement des projets de construction et d'agrandissement.

En 2021, l'UdeS a déposé un projet prioritaire de pavillon interfacultaire d'apprentissage et d'enseignement innovants. Ce projet s'inscrit également dans le plan stratégique de l'UdeS et les priorités du *Plan d'action numérique en éducation et en enseignement supérieur* du gouvernement du Québec. Il offrira notamment :

- des approches pédagogiques innovantes favorisant la réussite éducative;
- un apprentissage plus actif et autonome;
- le déploiement de capacités de simulation et d'observation directe, à grande échelle;
- de former la relève aux usages du numérique pour leur pratique professionnelle.

Le projet se démarque en outre par une optimisation des espaces conçus de manière interdisciplinaire, modulaires, modulables, connectés et flexibles. Il répond en outre aux besoins de formation, incluant la demande du gouvernement pour l'augmentation des cohortes notamment en enseignement, en travail social et en psychologie.

**Budget nécessaire : 75 M\$ (incluant une contribution de 10 % de l'Université de Sherbrooke)**

## **Augmentation des enveloppes pour la transformation numérique et la sécurité de l'information**

La transformation numérique est un incontournable pour les entreprises et les organisations, incluant les universités. Pour l'Université de Sherbrooke, la transformation numérique réussie inclut :

- le perfectionnement de l'ensemble des différentes composantes de l'expérience numérique, incluant l'implantation d'outils techno-pédagogiques dans ses programmes académiques;
- l'optimisation des processus;
- le développement des compétences numériques des personnes étudiantes et les membres du personnel;
- la collaboration et l'échange d'informations grâce à une gestion efficace et stratégique des données;
- la protection des actifs informationnels et,
- la modernisation des infrastructures technologiques.

La transformation numérique est donc un projet majeur et complexe et le soutien financier du gouvernement joue un rôle essentiel à la réussite. Les projets que l'Université de Sherbrooke a déclarés au 15 septembre 2022 à la *Programmation des investissements et des dépenses en ressources informationnelles* (PIDRI) s'élèvent à 28,6 M\$ pour les développements informatiques prioritaires et 30 M\$ pour le rehaussement minimal de la sécurité de l'information. Les coûts récurrents associés à ces initiatives autant en embauche de personnel qu'en licences d'utilisation et souscriptions annuelles (infonuagique) sont aussi très importants.

Il devient impératif que le ministère de l'Enseignement supérieur ait accès à des enveloppes budgétaires rehaussées pour répondre aux besoins des universités. Le gouvernement devrait également augmenter les enveloppes budgétaires du ministère pour les MAO-TIC et s'assurer que la formule de répartition reflète la taille actuelle des institutions.

**Budget annuel spécifique ajouté: 9,5 M\$**

### **Espaces de laboratoire NC3 pour la découverte des nouvelles thérapies virales : une collaboration universitaire-industrielle.**

Le projet proposé comporte la construction d'un nouvel édifice afin d'y aménager un laboratoire de confinement biologique de niveau 3 (NC3) polyvalent pour les projets de génomique (ARN viral) et de caractérisation systémique des mécanismes infectieux et de réponse de l'hôte. Des aspects comme l'accessibilité à des analyses phénotypiques et transcriptomiques en temps réel via la plateforme génomique de l'UdeS et des espaces collaboratifs pour favoriser les interactions entre les partenaires industriels et le milieu académique, sont des éléments compétitifs qui positionnent avantageusement ce projet. Finalement, dans une vision plus large ce laboratoire est une composante essentielle au développement de stratégies antivirales, incluant le développement de vaccins.

À terme, il est prévu que l'infrastructure serve d'assise à l'implantation d'une nouvelle plateforme technologique spécialisée qui permettra la multiplication des projets de recherche menés en partenariat avec l'industrie et avec d'autres milieux universitaires.

**Budget préliminaire total: 26 M\$ (20 M\$ bâtiment + 6 M\$ en équipements)**

## Des investissements importants dans les bourses étudiantes

Les universités et les entreprises québécoises sont profondément touchées par la concurrence mondiale pour l'attraction et la rétention des personnes de talents. Les étudiants aux cycles supérieurs sont un rouage essentiel du développement de la recherche à l'UdeS et représentent le personnel hautement qualifié de demain dont les entreprises et la société ont dramatiquement besoin.

L'avenir économique du Québec et du Canada dépend, en bonne partie, de leur capacité d'occuper une place de choix (et de la conserver) dans les domaines émergents – comme les sciences quantiques, la microélectronique, le développement durable et la médecine de précision. Pour y arriver, des investissements sont essentiels et urgents afin que les universités attirent davantage plus d'étudiants de haut niveau dans leurs programmes d'études supérieures en recherche. Plus spécifiquement :

- ***Le gouvernement devrait augmenter la valeur des bourses d'études supérieures.***  
Le Québec a besoin qu'un nombre important des meilleurs étudiants poursuivent des études aux cycles supérieurs, afin d'accroître le bassin de personnel hautement qualifié. La valeur des bourses, qui n'ont pas été indexées depuis plusieurs années, est devenue insuffisante surtout dans le contexte actuel de pénurie de main-d'œuvre, alors que la formation de personnel hautement qualifié pour soutenir les secteurs d'avenir pour le Québec est indispensable.
- ***Le gouvernement devrait augmenter le nombre de bourses offertes aux étudiants aux cycles supérieurs, et ce, à travers toutes les disciplines,*** afin de permettre au plus grand nombre de personnes étudiantes de haut niveau de se consacrer pleinement à leurs études;

## Des politiques d'immigration arrimées

La mobilité internationale des étudiants et l'attraction des personnes de talent nécessitent des politiques d'immigration bien arrimées entre les différents ordres de gouvernement. Il faut faciliter la venue d'étudiantes et d'étudiants internationaux et se donner les ressources pour faciliter leur intégration au marché du travail à la fin de leurs études. Le traitement des demandes de permis d'études ou de permis de travail temporaire ainsi que l'obtention de la résidence permanente et de la citoyenneté après la diplomation deviennent des outils stratégiques pour le recrutement d'effectifs internationaux.

L'UdeS apprécie les efforts de collaboration entre les différents ordres du gouvernement pour améliorer le système d'immigration. Mais plusieurs défis administratifs demeurent, tels que les délais d'obtention de permis et la proportion faible d'acceptation pour certains pays de la francophonie. Il faut se donner les ressources pour faciliter la venue et l'éventuelle intégration au marché du travail des étudiants internationaux. À cette fin, nous recommandons que le gouvernement québécois :

- Travaille en collaboration avec le gouvernement du Canada, afin de ***permettre le traitement simultané du certificat d'acceptation du Québec et du permis d'études fédéral;***
- Collabore avec le gouvernement fédéral sur la révision des critères de sélection pour ***favoriser le recrutement en provenance des pays de la francophonie;***
- Travaille avec le gouvernement du Canada pour désigner les établissements universitaires comme partenaires préférentiels de confiance pour prioriser et simplifier le traitement les demandes de visas étudiants.

## **Des budgets pour soutenir le développement et la mise à niveau des infrastructures pour le logement étudiant**

Le logement étudiant abordable devient un frein majeur à l'accessibilité aux études supérieures. Cet enjeu est encore plus important pour les étudiantes et étudiants internationaux que nous souhaitons recruter dans nos programmes. Pour faire face à cette situation, le principe d'un autofinancement complet des infrastructures universitaires pour le logement étudiant doit être revu afin de permettre le dégagement d'enveloppes de maintien d'actif et le développement d'une offre rehaussée. Des opportunités intéressantes existent à l'UdeS pour développer une telle offre sur les terrains du Campus principal. Pour ce faire, une extension des infrastructures de service (routes, égouts, alimentation électrique) doit être planifiée à court terme. En outre, la désuétude des résidences du campus principal (résidences G) nécessite un réinvestissement important pour réduire les impacts environnementaux de ces vieilles infrastructures et les mettre en conformité non seulement avec les normes, mais aussi avec nos objectifs de développement durable.

**Cout des travaux des infrastructures de service : 18 M\$**

**Cout des rénovations 45 M\$**